

Zeitschrift: Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts jurassiens

Band: 56 [i.e. 57] (1986)

Heft: 4: La LPP, ou comment s'y retrouver? (I)

Vorwort: La LPP, ou comment s'y retrouver?

Autor: Gentil, Pierre-Alain

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La LPP, ou comment s'y retrouver?

par Pierre-Alain GENTIL, secrétaire général de l'ADIJ



Comme le relève ci-contre avec pertinence Me Richon, la complexité croissante de la législation sociale rebute l'attention du profane et suscite interrogations et perplexité, voire appréhension.

Tel est particulièrement le cas de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP), entrée en vigueur en 1985.

A l'origine du présent Bulletin, une question posée à la commission sociale de l'ADIJ: est-il vrai que le poids de la cotisation LPP, croissant avec l'âge de l'assuré, pénalise les salariés âgés soumis – comme leur employeur d'ailleurs – à une charge plus lourde que celle imposée à leurs cadets?

D'abord comprendre...

La question semblait précise, limitée, donc aisée à cerner. En fait, comme dans le cas du fameux château de cartes, il est difficile de saisir une pièce... sans s'apercevoir aussitôt que tout est lié! Avant de se prononcer sur tel ou tel aspect de la LPP, il convient d'en bien saisir les grandes articulations. Avant de juger, il faut essayer de comprendre.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de publier une (nécessairement longue) présentation générale de la LPP. En fait, avec son autorisation, nous avons reproduit une excellente synthèse publiée en 1985 dans les «Fiches juridiques suisses», par M. Maurice Aubert, Docteur en droit et chef de division à l'Office fédéral des assurances. Avec une compréhension dont nous leur savons gré, M. Aubert et les responsables des «Fiches juridiques suisses» nous ont toutefois autorisés à supprimer de cette reproduction les renvois détaillés à la législation, ainsi que les explications par trop techniques. Le lecteur trouvera donc une présentation accessible, ainsi qu'une invitation à la lecture dans le texte original des passages supprimés. La «Fiche juridique» (No 308) peut en effet aisément être consultée auprès des tribunaux, praticiens, etc...

... ensuite juger!

Après cette un peu longue, mais (croyons-nous) nécessaire introduction, différents points de vue sont émis à propos de la bonne adéquation de la LPP aux nécessités de l'heure.

Un aspect du problème a été délibérément laissé de côté. Il s'agit de la gestion des fonds liés au II^e pilier et des incidences de cette gestion sur le marché financier. Ce thème, lui aussi controversé, fera l'objet d'une prochaine étude... ce qui laissera à la commission sociale de l'ADIJ et (osons-nous penser) à nos lecteurs le temps de digérer ce premier «pavé»...

P.-A. G.